ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

protection

Question au Gouvernement n° 3325

Texte de la question

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

M. le président. La parole est M. Stéphane Demilly, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Stéphane Demilly. Madame la ministre de l'écologie, les dernières informations scientifiques concernant le réchauffement climatique sont très inquiétantes. En effet, l'Agence internationale de l'énergie, l'AIE, vient d'annoncer que les émissions mondiales de CO2 ont battu tous les records en 2010, dépassant de 5 % leur précédent sommet, enregistré en 2008.

Dans ce contexte, le groupe Nouveau Centre tient à saluer le sens des responsabilités de la France, qui, notamment sous l'impulsion de votre prédécesseur Jean-Louis Borloo, a fait du réchauffement climatique une priorité absolue *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)*, que ce soit en lançant le Grenelle de l'environnement, ou encore en prenant le *leadership* des négociations internationales sur le climat. Face aux réticences des États-Unis, de la Chine ou de certains pays émergents, le sommet de Copenhague n'avait cependant permis de déboucher que sur un accord minimaliste.

Dix-huit mois plus tard, les chiffres rendus publics par l'AIE sonnent comme un brutal signal d'alarme face au péril climatique. Si nous n'inversons pas la tendance, notre planète risque de subir un réchauffement de 4 degrés à moyen terme, seuil au-delà duquel les scientifiques estiment que des bouleversements irréversibles se produiront.

Malheureusement, nous en prenons le chemin : d'une part, la volonté des États de sortir à tout prix de la crise a fait clairement passer les préoccupations environnementales au second plan, et, d'autre part, de l'aveu même de l'AIE, la remise en cause du nucléaire par de nombreux pays, tout récemment par l'Allemagne, risque de se traduire à court terme par davantage d'émissions de CO2, liées au recours au gaz et au charbon.

M. Jacques Myard. Très juste !

M. Stéphane Demilly. Dans ce contexte, madame la ministre, alors que les négociations internationales sur le changement climatique doivent reprendre lundi prochain à Bonn, pouvez-vous nous indiquer les initiatives que la France compte prendre pour que la lutte contre le réchauffement climatique redevienne une priorité, partagée de surcroît ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe NC et sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, *ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.* Monsieur Demilly, vous l'avez dit : l'Agence internationale de l'énergie fait état, pour l'année 2010, d'un pic de production de gaz à effet de serre. C'est une très mauvaise nouvelle. Ce pic concerne d'abord les pays émergents, notamment l'Inde et la Chine. En France, nous en sommes à plus 2 % en 2010, ce qui, quand nous effectuons la correction saisonnière, car il y a eu un hiver très froid, nous situe autour de 0 %. La reprise économique se fait dans notre pays sans augmentation des émissions.

La nouvelle transmise par l'Agence internationale de l'énergie rappelle toute l'importance des choix de politique énergétique pour faire face au défi du changement climatique.

Ainsi, la décision allemande de se retirer du nucléaire est une décision souveraine, mais elle aura des conséquences en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

La France, pour sa part, a fait le choix d'un mix décarboné - nucléaire, hydraulique, énergies renouvelables - et,

surtout, celui de la sobriété énergétique. Aujourd'hui, nous avons les premiers résultats du Grenelle de l'environnement : nous étions à 10 % d'énergies renouvelables, nous sommes à 13 %, et nous allons accélérer avec le lancement, sous l'autorité du Premier ministre, des appels d'offre pour l'éolien offshore sur cinq sites dès cet été. Une politique responsable, c'est aussi la sobriété énergétique, avec le deuxième acte du Grenelle de l'environnement. Voilà ce que nous pouvons faire au niveau national.
Mais, au niveau international, les perspectives sont inquiétantes. Sans trahir les délibérations du conseil des ministres, je peux vous dire que le Président de la République a rappelé ce matin qu'il avait été assez inquiet de la faible mobilisation, de la faible motivation, de certains partenaires du G8.
Dès lors, que pouvons-nous faire ? Il faut continuer notre politique tout en utilisant les financements innovants dans le cadre du G20. Nous avons besoin, pour débloquer les choses à Durban, de donner des perspectives financières au pays du Sud, notamment grâce à la taxe sur les transactions financières, à laquelle le Président de la République est très attaché et pour laquelle nous nous battons afin de financer le développement vert.
(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)

Données clés

Auteur : M. Stéphane Demilly
Circonscription : Somme (5e circonscription) - Nouveau Centre
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3325
Rubrique : Environnement
Ministère interrogé : Écologie, développement durable, transports et logement
Ministère attributaire : Écologie, développement durable, transports et logement

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 2 juin 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 juin 2011